

l'armée. En 1882, il prend une tonalité religieuse avec l'action des Ulémas contre le Khédive, mais cette prise de position restera essentiellement verbale. La responsabilité de l'échec final repose plus sur la faiblesse générale de la révolution bourgeoise que sur la personne de 'Urābī qui en est l'expression. Outre une absence d'action véritable sur les masses, le mouvement manque de direction scientifique.

On voit donc bien combien cette analyse plutôt thématique de la révolution 'urābiste appartient à l'école historique marxisante de l'époque nassérienne. Bien évidemment l'auteur ne va pas jusqu'au bout de cette pensée, car il lui aurait fallu admettre alors que le sens de l'histoire appartient encore à ce moment à la bourgeoisie européenne.

Ce qu'il y a de plus critiquable ici consiste dans une application un peu mécanique de la théorie posant l'existence d'une bourgeoisie nationale dès cette époque. La réalité sociale et économique de l'Egypte est alors rurale dans sa plus grande part et les classes moyennes égyptiennes sont directement liées au monde des campagnes, comme d'ailleurs l'auteur le note.

La question essentielle est celle de l'action des masses populaires durant cette période. Le contraste est net avec 1798-1801 où les campagnes égyptiennes, sous l'impulsion des élites locales et au nom de la défense de l'Islam, ont été le plus souvent en dissidence par rapport à l'occupation française. On ne trouve rien de tel en 1882. A la fin du XVIII^e siècle, la société égyptienne est essentiellement décentralisée et le polycentrisme est la règle. C'est la constitution de l'Etat égyptien à travers le siècle qui, tout en créant l'identité nationale égyptienne, rend le pays de plus en plus vulnérable à l'ingérence étrangère en raison de la concentration du pouvoir en un lieu unique. Dès lors, comme le note Ṣalāḥ 'Isā, tout se passe à l'intérieur de l'appareil d'Etat. La nouvelle société civile en est l'émanation, et même si elle adopte en 1882 un langage islamique, la réalité sociale fait qu'il ne peut plus être aussi opératoire qu'en 1798-1801.

Il ne s'agit pas d'une absence de direction scientifique, car dans ce cas les élites de 1798-1801 auraient été bien plus « scientifiques » que celles de 1882, mais du prix à payer pour la constitution de l'Etat unitaire égyptien et pour la destruction de l'ancienne société civile islamique.

Cet ouvrage est donc un élément essentiel de la bibliographie sur la révolution 'urābiste à utiliser en compagnie de celui de Schölich. Même si on peut trouver que certains parallélismes avec l'Occident sont un peu forcés, de nombreuses analyses de l'auteur apportent beaucoup à la compréhension de l'Egypte de la seconde moitié du XIX^e siècle.

Henry LAURENS
(Université de Paris-Sorbonne)

Tal'at Ismā'il RAMADĀN, *Muhammad Ṣarīf Bāšā wa-dawruhu fī 'l-siyāsa al-miṣriyya*. Le Caire, s.d. (1983?). 368 p.

Ce livre, à l'origine une thèse de doctorat, s'appuie sur un important dépouillement d'archives comme il est de règle actuellement chez les chercheurs égyptiens. C'est une biographie thématique de la vie de Ṣarīf, le représentant exemplaire du groupe turco-circassien qui s'estimait être le maître naturel de l'Egypte du XIX^e siècle.

L'auteur apporte beaucoup sur l'origine sociale de son personnage : un arrière-grand-père grand propriétaire foncier en Anatolie; un grand-père haut fonctionnaire ottoman, *defterdar* d'Egypte en 1801, *wāli* de Ġidda en 1802, mort en 1803; un père arrivé en Egypte en 1811 pour régler une question de biens venant du grand-père dans la région d'Assiout et de Gizah, *qāḍī* de la Mekke en 1829 et mort en 1830.

Muhammad Šarif est né le 26 novembre 1826 à Istanbul (et non au Caire comme on le croyait traditionnellement), sa mère serait d'origine française. A la mort de son père, il est recueilli et élevé au Palais de Muhammad 'Ali près du prince Ḥusayn, fils du maître de l'Egypte. Il participe à la mission scolaire en France de 1844, celle des quatre fils et petits-fils de Muhammad 'Ali dont Ḥalim et Ismā'il. Il reçoit en France une formation militaire et possède une connaissance parfaite de la langue et de la culture françaises. Nous avons là une illustration parfaite du processus de formation du groupe turco-circassien. Šarif est à la fois un héritier d'un haut fonctionnaire ottoman, un membre de la maison de Muhammad 'Ali, donc choisi selon le mode traditionnel de sélection des élites politiques, et un homme ouvert à l'Occident par son éducation française.

Sous 'Abbās I^{er}, il devient l'aide de camp de Sulaymān Pāšā, dont il épouse un peu plus tard la fille. N'ayant pas d'avancement et à la suite de conflits internes à la famille régnante, il part pour Istanbul où il est secrétaire du prince Ḥalim. En 1853, il revient en Egypte avec le prince.

Il entre en politique sous Sa'īd, son mariage et la fréquentation des princes l'ayant introduit dans le groupe dirigeant le plus élevé. Il devient ministre de l'Intérieur et des Relations Extérieures; en 1865 on y ajoute les écoles; en 1869 il préside le conseil particulier; en 1879 il est président du conseil, fonction qu'il exerce aussi dans la période troublée de 1881-1882 et durant l'occupation britannique de 1882 à 1884.

Il appartient donc à l'aristocratie du pouvoir, de la richesse, de la naissance et de la culture. Contrairement à Nūbār, il est populaire. A l'époque d'Ismā'il, il est pratiquement le deuxième personnage de l'Etat. Il se montre fondamentalement loyal envers le Khédive et est l'exécutant zélé du programme de modernisation par l'éducation. Il croit sincèrement au discours sur la civilisation de l'Egypte (que l'auteur ici conteste avec des arguments propres au XX^e siècle). Parallèlement à Nūbār, il joue un grand rôle dans l'établissement des Tribunaux Mixtes. A la fin du règne d'Ismā'il, il anime la résistance à l'ingérence étrangère, mais en fait il n'est que l'agent de l'ultime politique du premier Khédive.

En 1879, il demande l'établissement d'une véritable Chambre des députés. Dans la déposition d'Ismā'il, il réussit à maintenir la lignée du Khédive sur le trône malgré les revendications de Ḥalim soutenues par la Porte. En 1881-1882, il est le défenseur d'une politique modérée conciliant les pouvoirs du Khédive avec le constitutionnalisme revendiqué par le mouvement révolutionnaire. C'est l'intervention malencontreuse des puissances européennes prenant la défense des pouvoirs khédiviaux et radicalisant par là le mouvement égyptien qui entraîne sa chute.

L'auteur définit la politique de Šarif en disant qu'il est européen d'esprit, turc de sentiment, défenseur du Khédive par loyauté et en dernière analyse cherchant toujours son intérêt. Tout en étant moins que Nūbār l'homme des étrangers, il est conduit par la force des choses à leur donner satisfaction plus souvent que son rival. Il a essayé de maintenir l'indépendance de l'Egypte, mais les circonstances ont été trop défavorables. Son projet politique est « extrémiste dans sa

modération », il ne veut pas de souveraineté populaire et refuse le contrôle parlementaire sur le budget. Ce n'est pas un véritable libéral, il en utilise le vocabulaire face aux Européens, mais en fait considère les Egyptiens comme des « enfants »; le pays ne lui semble pas encore avoir accédé à un stade suffisant de civilisation. Comme les autres Turco-Circassiens, il s'estime être le seul juge de l'intérêt de l'Egypte.

Durant la révolution 'urabiste, il est le seul homme politique traditionnel à avoir la confiance des révolutionnaires, mais durant la phase de radicalisation, il se tient en réserve. L'armée est devenue pour lui le principal obstacle à son retour au pouvoir.

Avec l'occupation, il apparaît aux Anglais comme l'homme nécessaire. Il accepte la réduction des effectifs de l'armée, qui lui permet d'en éliminer le poids politique. Il participe activement à l'élimination des Français du contrôle financier au profit exclusif des Britanniques. C'est sur le Soudan qu'il se heurte à ces derniers. L'évacuation du pays lui paraît inacceptable d'où sa démission le 7 janvier 1884. Il meurt quelque temps après.

Il est le représentant le plus illustre des Turco-Circassiens, le défenseur de leurs intérêts. Sa modération en politique s'est souvent transformée en faiblesse de caractère.

Tel est le portrait qu'en fait un historien égyptien contemporain. Outre les nombreuses redites dues à un plan trop thématique, ce que l'on peut reprocher à l'auteur est une certaine incompréhension du discours politique et culturel du XIX^e siècle égyptien. Quelle que soit sa tendance propre, aucun responsable égyptien de l'époque ne remettait en cause l'idée de civilisation si chère à Šarif. Cela correspondait trop au rapport de forces alors existant entre l'Europe et l'Islam ottoman, c'était aussi le discours de la classe sociale des grands propriétaires et hauts fonctionnaires qui opère alors un véritable renouvellement social et politique dans l'ensemble du monde ottoman islamique. En Egypte, les politiques suivies par Nūbār, Riaz et Šarif en 1878-1882 ne peuvent être interprétées comme de simples capitulations devant l'Europe. Leur but est de profiter de l'affaiblissement du pouvoir khédivial pour transformer la société égyptienne suivant les règles de l'Europe libérale. Il ne s'agit évidemment pas de donner le pouvoir au peuple, mais de limiter le pouvoir de la dynastie régnante au profit des diverses élites sociales et économiques. Quoique n'étant pas Egyptiens de souche, ces trois hommes d'Etat avaient un réel et sincère attachement à la terre d'Egypte, peut-être moins à ses habitants. De toutes façons, leurs démarches étaient parfaitement autonomes.

L'auteur manque ici de sympathie ou plutôt d'empathie pour les circonstances et les hommes du XIX^e siècle égyptien, qu'il voit trop en homme de la seconde moitié du XX^e siècle. Mais le livre reste très utile, aussi bien par ses analyses de détail que par un certain nombre de vues générales. Il reste à souhaiter la multiplication de biographies appuyées sur les archives concernant les principaux personnages de l'Egypte du XIX^e siècle. Nous aurons alors certainement beaucoup de surprises.

Henry LAURENS
(Université de Paris-Sorbonne)

Tal'at Ismā'il RAMADĀN, *al-Idārat al-miṣriyya fī fatrat al-saytara al-birīṭāniyya*. Le Caire, s.d. (1983?). 520 p.

Si on pouvait exprimer quelques réserves sur le livre précédent consacré à Šarif, l'ouvrage suivant de Tal'at Ramaḍān ne souffre pas des défauts signalés. Par son érudition appuyée sur les archives anglaises et surtout égyptiennes, il est excellent par la densité et la qualité de ses informations.

L'auteur commence par l'analyse du rapport Dufferin qui donne le cadre de l'action britannique de 1882 à 1922. L'Egypte, habituée au despotisme, accueillera avec satisfaction le paternalisme autoritaire des Britanniques, premier stade vers un *self-government* à établir dans un lointain futur.

Cromer va, lui, construire rapidement les bases de la domination britannique au détriment du pouvoir du Khédive. Tout en prétendant que l'administration égyptienne est corrompue, il s'appuie sur la vieille classe politique d'origine non-égyptienne. Pour limiter cette corruption, il ne peut alors que faire appel aux fonctionnaires britanniques.

De 1882 à 1892, Tawfiq s'incline devant les Anglais, mais le vieux personnel politique conduit par Riaz et par Nūbār résiste activement aux ingérences de l'occupant. De 1892 à 1907, 'Abbās Ḥilmī essaye de reprendre le contrôle de l'administration, mais c'est un échec rapide et la tutelle anglaise s'alourdit sous le long ministère de Muṣṭafā Fahmī (1895-1908), formule équilibrée entre les hommes du Khédive et les partisans des Britanniques, Buṭrus Ḥāli ayant la confiance des deux. Ce n'est qu'à la fin de son séjour en Egypte que Cromer se tourne vers un personnel politique plus proprement égyptien. De 1907 à 1911, sous Gorst, le Khédive joue la collaboration avec les Anglais. Il y gagne un notable accroissement de son pouvoir personnel sur l'administration au détriment du gouvernement égyptien. De 1911 à 1914, Kitchener, tout en luttant contre le mouvement national, dépouille le Khédive de son pouvoir.

Sous le sultanat, en raison de la déposition du dernier Khédive, du protectorat et de la guerre, Ḥusayn Kāmil a une autorité réduite à peu de choses. Fu'ād, lui, reprend la lutte pour le pouvoir, mais laisse faire le mouvement révolutionnaire et le Wafd de 1919 à 1922.

Les ministères (*niżārāt*) datent du règne de Sa'īd, mais c'est en août 1878 qu'est constitué pour la première fois un conseil des ministres. Dès le début de l'occupation, le conseiller financier britannique y assiste pour la plus grande partie des affaires. A partir de 1893, les autres conseillers ainsi que le *sirdār* sont présents lors de l'évocation concernant leur domaine. L'auteur donne ensuite une étude précise de l'évolution des compétences des différents ministères.

Les organismes consultatifs (*mağlis al-ṣūrā* et *ğamā'iyya 'umūmiyya*) ont été créés en 1883 selon les suggestions du rapport Dufferin. Leurs membres sont essentiellement des grands notables et de hauts fonctionnaires liés au pouvoir khédivial. De 1882 à 1892, ils ne posent pas de problème au gouvernement et défendent essentiellement les intérêts des grands propriétaires. De 1892 à 1907, ces organismes sont utilisés pour s'opposer à la politique britannique : ils s'attaquent particulièrement aux fonctionnaires européens. Au début du siècle, ils insistent sur les problèmes éducatifs, mais il s'agit d'abord de remplacer les fonctionnaires européens en formant leurs successeurs égyptiens. A partir de 1908, au moment du rapprochement entre Gorst et le Khédive,